

## Chambre des Représentans.

### Commission des Pétitions.

#### FEUILLETON N° 6.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.
------------------------------	---------------------------------------

M. ZOUDE, 1<sup>er</sup> Rapporteur.

1. 255. Par pétitions du 16 février 1835,  
Plusieurs fabricans de syrop de betterave, à Visé, demandent une indemnité du chef des pertes qu'il sont essuyées depuis notre séparation de la Hollande. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
2. 296. Des propriétaires et marchands de bois de la province de Namur demandent qu'il soit établi une mesure légale pour les charbons de bois. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
3. 238. Le sieur Colson, de Fays-le-Vannem, demande une gratification pour la découverte qu'il a faite d'une ardoisière. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
4. 261. Le sieur Floris, pharmacien aux Écaussines, demande une modification à la loi qui permet aux médecins du plat-pays de vendre des médicamens. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
5. 223. Plusieurs fabricans de carreaux et de briques, des communes de Macon, St-Remi et Montignic, demandent une augmentation de droits sur les carreaux et briques de France. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
6. 256. Par pétition en date du 28 janvier 1835,  
Plusieurs brasseurs de vinaigre de bière demandent que le vinaigre de pommes soit assujéti au même droit que celui de bière. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
7. 234. Par pétition en date du 8 février 1835,  
Plusieurs fabricans de papier, à Gand, demandent que l'arrêté du 9 novembre 1814, sur les loques et chiffons, continue à recevoir son exécution. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.

- | Numéros<br>du<br>feuillet. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |   |
|----------------------------|---------------------------------------|---|
| 8.                         | 264.                                  | Par pétition en date du 9 mars 1835,<br>Le sieur Jansse, propriétaire à Anvers, réclame contre l'augmentation de la contribution foncière des propriétés bâties. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements, et renvoi à la commission du cadastre.  |
| 9.                         | 223.                                  | Par pétitions en date du 19 février 1835,<br>Le sieur Pierre Christiaens, possesseur d'un spécifique pour la guérison des chancres, demande à être autorisé à exercer légalement l'usage de son remède. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.   |
| 10.                        | 307.                                  | Plusieurs bateliers de St-Ghislain demandent l'abrogation de l'arrêté de l'ex-gouverneur De Beckman, relatif au droit de péage sur le canal d'Antoing. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.   |
| 11.                        | 306.                                  | Par pétition en date du 23 mars 1835,<br>Plusieurs habitans notables de la commune d'Affsni demandent à la Chambre d'être exemptés cette année du fardeau des cantonnemens militaires. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.  |
| 12.                        | 353.                                  | Par pétitions en date du 9 avril 1835,<br>Des huiliers de l'arrondissement d'Audenaerde exposent que, par une fausse interprétation de la loi, ils sont obligés de prendre une double patente, comme huiliers d'abord, et puis comme moulant leurs résidus ou tourteaux ; ils prient la Chambre de les exempter de ce double droit, lors de l'adoption d'une nouvelle loi sur les patentes. — Concl. — Renvoi au ministre des finances. |
| 13.                        | 354.                                  | Plusieurs fabricans cotonniers des villes de Tournai, Genappe et St-Denis, adressent des réclamations en faveur de l'industrie cotonnière.  |
| 14.                        | 293.                                  | Par pétitions en date du 19 mars 1835,<br>Les sieurs Servaes et Van Santen Vandewick, d'Alost, demandent la prohibition des tissus de coton imprimés à l'étranger.  |
| 15.                        | 329.                                  | Les sieurs Talboom, frères, de Tamise, adhèrent complètement aux nombreuses réclamations qui se sont élevées de toute part en faveur de l'industrie cotonnière.   |
| 16.                        | 341.                                  | Plusieurs fabricans cotonniers de Wavre et St-Servais adressent des réclamations en faveur de l'industrie cotonnière.   |
| 17.                        | 366.                                  | Plusieurs fabricans d'acides minéraux exposent que leur industrie est périlicite depuis les souffrances qu'éprouve la fabrique cotonnière.  |
| 18.                        | 305.                                  | Par pétitions en date du 23 mars 1835,<br>Plusieurs fabricans d'indiennes, à Alost, demandent la prohibition des tissus étrangers.  |
| 19.                        | 367.                                  | Plusieurs fabricans de Bruxelles prient la Chambre de dis-  |



lation actuelle, qui permet de le détenir indéfiniment. —  
Concl. — Renvoi au ministre de la justice, et dépôt au bureau des  
renseignemens.

32.      242.      Par pétition datée de Courtrai le février 1835,  
Les notaires de l'arrondissement de Courtrai réclament contre  
la disposition de l'art. 18 de la loi relative à la circonscription  
judiciaire, en ce qu'elle tend à augmenter le nombre des  
notaires. — Concl. — Le rapport sur ce projet de loi étant fait,  
la commission propose le dépôt au bureau des renseignemens.
33.      304.      Par pétition datée de Hasselt le 22 mars 1835,  
Les notaires de l'arrondissement de Hasselt demandent, au  
contraire, que la Chambre adopte le projet de loi relatif à la  
nouvelle circonscription cantonale et au notariat. — Concl. —  
Comme au numéro qui précède.
34.      244.      Par pétition sans date,  
Le sieur Verbeit, notaire à Arendonck, propose diverses  
modifications à la loi du 25 ventôse an II sur le notariat. —  
Concl. — Ordre du jour.
35.      246.      Par pétition datée de Guygoven (Limbourg) le 26 février 1835,  
Le sieur Vanhers, bourgmestre et en même temps receveur  
du bureau de bienfaisance de Guygoven, se plaint d'une suspen-  
sion arbitraire de ses fonctions de bourgmestre, pour n'avoir pas  
rendu compte de sa gestion comme receveur. — Concl. — Renvoi  
au ministre de l'intérieur.
36.      249.      Par pétition datée de Berchem le 2 février 1835,  
Le sieur Vauban, tisserand à Berchem, demande d'être admis  
à plaider gratis, vu son indigence, contre le notaire Cauwemberg,  
en délivrance de legs. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.
37.      251.      Par pétition datée de Bruxelles le 3 mars 1835,  
Le sieur Vercruysse adresse à la Chambre des observations sur les  
mesures à prendre à l'égard des forçats libérés. — Ordre du jour.
38.      260.      Par pétition datée de Tournai le 1<sup>er</sup> mars 1835,  
Les juges-de-paix ruraux de l'arrondissement de Tournai  
demandent une augmentation de traitement, et que le tarif des  
dépens soit le même pour toutes les justices de paix. — Concl.  
— Renvoi au ministre de la justice, et dépôt au bureau des ren-  
seignemens.
39.      272.      Par pétition datée d'Anvers le 6 mars 1835,  
Les huissiers près les tribunaux de première instance et de  
commerce d'Anvers réclament contre les dispositions du décret  
impérial du 14 juin 1813 qui ordonne l'établissement d'une  
bourse, et demandent l'abrogation de ses dispositions. — Concl.  
— Renvoi au ministre de la justice.
40.      303.      Par pétition datée d'Anvers le 17 mars 1835,  
La Chambre des avoués près le tribunal de première instance  
à Anvers, demande des modifications au décret du 16 février 1807,

concernant le tarif des frais et dépens. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.

41.      278.      Par pétition datée de Bruxelles le 12 mars 1835 ,  
Le sieur Deneubourg-Rogy, ancien chirurgien-major, membre de l'ex-conseil de santé de l'armée, se plaint du refus que l'on fait de lui payer le traitement de disponibilité, et de l'oubli dans lequel on l'a laissé en ne l'employant pas activement, suivant son rang et ses services, attendu qu'il n'a jamais donné ni reçu sa démission. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre avec demande d'explications.
42.      285.      Par pétition datée de Cuesnu le 17 mars 1835 ,  
Le sieur Philippe Motte, major du premier bataillon de la légion mobilisée de la garde civique de Tournai, demande que la pension dont il jouissait sous l'ancien gouvernement, pour avoir servi pendant huit ans aux Indes-Orientales, lui soit continuée. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
43.      287.      Par pétition sans date,  
Les propriétaires des poldres Ste-Anne et Keetenisse réclament une indemnité pour les pertes qu'ils éprouvent depuis quatre ans par suite de l'inondation. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux indemnités, au dépôt et bureau des renseignemens.
44.      295.      Par pétition datée d'Ixelles le 21 février 1835,  
Le sieur Couteaux, avocat, dont la maison située au Borge-dale a été saccagée par les Hollandais en 1830, demande que la Chambre adopte le projet de loi sur les indemnités à accorder aux victimes des événemens de cette année. — Conclusion comme au numéro précédent.
45.      297.      Par pétition datée de Bruxelles le 22 mars 1835 ,  
Le sieur Stas renouvelle sa demande d'une indemnité pour les pertes que lui ont fait éprouver les événemens de septembre 1830. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
46.      300.      Par pétition datée de Bruxelles le 23 mars 1835 ,  
\*Le sieur Henri Wauters, blessé de septembre, demande le paiement de ce qui lui revient encore sur l'indemnité à laquelle il a droit pour les pertes qu'il a essuyées en 1830. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
47.      311.      Par pétition datée d'Anvers le 27 mars 1835 ,  
La veuve Decraker, née Vanderveken, réclame le paiement de l'indemnité à laquelle elle a droit pour pertes par elle essuyées lors du bombardement d'Anvers. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
48.      312.      Même pétition datée d'Anvers le 18 mars 1835 ,  
Par le sieur Decocquiel. — Concl. comme au n° précédent.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton | Numéros<br>du livre des<br>pétitions |   |
|-----------------------------|--------------------------------------|---|
| 49.                         | 298.                                 | Par pétition datée de Doische le 22 février 1835 ,<br>La veuve du sieur Laurent , décédé percepteur à Doische , demande le prorata de la pension dont a joui son mari. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.  |
| 50.                         | 299.                                 | Par pétition datée de Saint-Denis-Westrem le 20 mars 1835 ,<br>Le curé et les habitans notables de cette commune se plaignent d'être écrasés de logemens militaires depuis quatre ans. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre avec demande d'explications.  |
| 51.                         | 302.                                 | Par pétition en date du 13 mars 1835 ,<br>Les bourgmestres des communes de Lillo , Sandvliet , Staebrouk et Berendrecht , demandent la construction d'une digue intérieure pour la conservation du territoire de ces communes.<br>Il existe déjà une pétition pour le même objet , 4 <sup>e</sup> feuilleton , n <sup>o</sup> 42. — Concl. — Ordre du jour. |
| 52.                         | 307.                                 | Par pétition datée de Venloo le 24 mars 1835 ,<br>Trois batchiers , dont les bateaux ont été retenus à Venloo en 1830 , pour la défense de la place , se plaignent de l'insuffisance de l'indemnité qu'ils ont reçue de ce chef. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.  |
| 53.                         | 313.                                 | Par pétition datée d'Assche le 19 mars 1835 ,<br>La dame Marie Smets , veuve du sieur Schoof , demande que la Chambre la dispense de la production de l'acte constatant le décès de son mari , duquel acte elle a besoin pour se remarier et qu'il lui est impossible de se procurer. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 54.                         | 315.                                 | Par pétition datée de Bruxelles le 29 mars 1835 ,<br>Le sieur Baudet demande que la Chambre intervienne à l'effet de lui faire payer ce que lui doit le sieur Debellio , à qui il est dû une indemnité pour pertes essayées lors de l'attaque des Hollandais en 1830. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 55.                         | 457.                                 | Par pétition datée de Namur le 9 mars 1834 ,<br>Les administrateurs des hospices de Namur demandent l'abrogation de l'art. 910 du Code civil. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 56.                         | 459.                                 | Par pétition datée de Liège le 3 septembre 1833 ,<br>Le sieur Brun soumet à la Chambre des considérations qui , selon lui , doivent la déterminer à abroger la loi du 22 septembre 1828 qui dispense du renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 57.                         | 289.                                 | Par pétition datée de Liège le 17 mars 1835 ,<br>Plusieurs habitans de la province de Liège se plaignent de ce que la Chambre a passé à l'ordre du jour , le 14 septembre 1833 , sur une pétition qu'ils lui avaient présentée et demandent de nouveau la révocation du privilège accordé au sieur Dubois , de  |

- Liège , propriétaire d'un moulin à Maestricht , d'introduire en Belgique , en franchise des droits de douanes, les farines provenant de ce moulin.
58.      323.      Par une autre pétition du 30 mars 1835 ,  
Des propriétaires de moulins situées à Liège réclament également contre ce privilège qui les ruine.
59.      314.      D'un autre côté, par pétition du 28 du même mois ,  
Les boulangers de Liège demandent que la Chambre passe à l'ordre du jour sur la première pétition qu'ils attribuent au sieur Hauzeur seul, bien qu'elle soit signée par quarante autres individus. — Concl. — Renvoi des trois pétitions ci-dessus au ministre des finances.
60.      292.      Par pétition datée de Verviers le 20 mars 1835 ,  
La régence de cette ville , ayant vainement sollicité auprès du ministre de l'intérieur le remboursement de 97,245 fr. 90 c. qu'elle a dépensés avant la réunion du pays à la France , pour construire une route dont le gouvernement s'est emparé et jouit , demande que la Chambre décide que ce remboursement doit lui être fait par l'État. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur avec demande d'explications , et dépôt au bureau des renseignemens.
61.      331.      Par pétition sans date et sans indication de lieu ,  
Deux individus se plaignent de la modicité du salaire des ouvriers , causée par l'emploi des machines, et demandent que le gouvernement fasse cesser cet état de choses. — Concl. — Ordre du jour.
62.      372.      Par pétition sans date ,  
Le sieur John Quail, Anglais, membre du collège royal de chirurgie de Londres et docteur en médecine de l'université de Louvain, comme il conste d'un diplôme délivré le 22 janvier de cette année, se plaint de ce que le ministre lui défende d'exercer la chirurgie et la médecine. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur avec demande d'explications.
- M. FAISON, 3<sup>e</sup> Rapporteur.
63.      370.      Par pétition non datée ,  
L'administration communale de Strepv-Braquenies (Hainaut) demande que les embranchemens projetés du canal de Charleroi soient mis à exécution. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
64.      368.      Par pétition non datée ,  
L'administration communale de St.-Aubin (Namur) demande que la Chambre adopte une loi qui maintienne les habitans de la dite commune dans les privilèges qu'ils tiennent de la charte de 1834 , qui les met en possession d'extraire le minerai de fer existant dans les bois dits *des Minnières*. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |   |
|-----------------------------|---------------------------------------|---|
| 65.                         | 355.                                  | Par pétition en date du 15 avril 1835,<br>Le sieur Vandervoort, professeur de langues à Anvers, demande qu'il soit accordé des encouragemens à la littérature nationale.— Concl.— Ordre du jour.  |
| 66.                         | 362.                                  | Par pétition en date du 30 avril 1835,<br>Le sieur Louis Glorieux, à Courtrai, demande qu'il soit fait rapport sur sa pétition contenant des observations sur le projet d'instruction publique. — Concl.— Ordre du jour.  |
| 67.                         | 363.                                  | Par pétition en date du 25 avril 1835,<br>La dame Séraphine Liebaert, à Waerschoot, demande qu'il soit accordé une dispense d'âge à son fils pour être nommé huis-sier. — Concl.— Renvoi à M. le ministre de la justice.  |
| 68.                         | 343.                                  | Par pétition en date du 10 avril 1835,<br>Le sieur J.-J. Vonneche, premier assesseur de la commune de Celles, demande qu'il soit adopté une loi qui punisse la lacération des affiches, des publications de mariage et des avis annonçant l'adjudication des travaux publics. — Concl.— Ordre du jour.                |
| 69.                         | 345.                                  | Par pétition en date du 10 avril 1835,<br>L'administration communale de Leugnies (Hainaut) propose des modifications aux lois sur la milice. — Concl.— Dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 70.                         | 347.                                  | Par pétition en date du 10 avril 1835,<br>Le bourgmestre de Moerzeke (Termonde) propose diverses modifications à la loi sur le jury. — Concl.— Dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 71.                         | 332.                                  | Par pétition non datée,<br>Un grand nombre d'habitans de Bruxelles demandent un subside en faveur du culte catholique apostolique de l'abbé Helsen.— Concl.— Ordre du jour.   |
| 72.                         | 231.                                  | Par pétition en date du 20 février 1835,<br>L'administration communale de Stekone (Flandre orientale) demande à être mise en possession de la propriété du droit de pêche, dans le canal dit <i>Stekensche-Leede</i> .— Concl.— Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.   |
| 73.                         | 381.                                  | Par pétition en date du 4 mai 1835,<br>Le sieur Gilbert, frère-instituteur, à Bruxelles, demande qu'il soit établi des écoles dans lesquelles, outre l'enseignement primaire, on apprendrait les principaux métiers. — Concl.— Renvoi à la section centrale chargée de l'examen de la loi sur l'instruction publique. |
| 74.                         | 361.                                  | Par pétition non datée,<br>La régence de la ville Liège demande à conserver son université. — Concl.— Dépôt au bureau des renseignemens.  |

75. 319. Par pétition en date du 31 mars 1835,  
Plusieurs habitans notables d'Alost demandent que la Chambre maintienne, dans la loi communale, l'élection directe des échevins par les électeurs. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
76. 357. Par pétition en date du 27 avril 1835,  
Le sieur Ch. Claes, à Terveuren, adresse des observations relatives au projet d'organisation communale. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
77. 358. Par pétition en date du 20 avril 1835,  
Plusieurs habitans de la commune de Thieu (Hainaut) demandent que la Chambre maintienne dans la loi communale l'élection directe des bourgmestres et échevins. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
78. 391. Par pétition en date du 7 mai 1835,  
Plusieurs habitans de Genappe demandent l'élection directe par les électeurs de tous les membres des administrations communales. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
79. 386. Par pétition en date du 15 avril 1835,  
Plusieurs habitans de Renaix supplient la Chambre de vouloir maintenir, dans la nouvelle loi communale, les principes posés par le gouvernement provisoire. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
80. 378. Par pétition non datée,  
Quelques habitans de Bruxelles demandent que la Chambre maintienne dans la loi communale l'élection direct des échevins par le peuple, et qu'elle l'étende même jusqu'aux bourgmestres.  
Même petition de la part de plusieurs habitans de Namur. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens. -
81. 317. Par pétition en date du 1<sup>er</sup> avril 1835,  
Le sieur J. G. Motte, à Bruxelles, dont la boutique a été pillée par les Hollandais, dans les journées de septembre, demande le paiement de l'indemnité qui lui revient de ce chef. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée de l'examen du projet de loi sur les indemnités.
82. 334. Par pétition non datée,  
Le sieur J. C. De Munck, à Bruxelles, dont la maison, située au jardin botanique, a été dévastée dans les journées de septembre, demande le paiement de ce qui lui revient de ce chef. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée de l'examen du projet de loi sur les indemnités.
83. 348. Par pétition en date du 8 avril 1835,  
Les directeurs du polder de Borgerweert à Swyndrecht (St-Nicolas), demandent que la Chambre adopte une loi qui permette au ministre de l'intérieur d'indemniser les propriétaires

- de ce poldre. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée de l'examen du projet de loi sur les indemnités.
84. 352. Par pétition en date du 19 avril 1835,  
L'administration communale de Curange (Hasselt) demande que la Chambre s'occupe du projet relatif aux indemnités. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée de l'examen du projet de loi sur les indemnités.
85. 373. Par pétition en date du 26 avril 1835,  
Le sieur Léonard, à Celles, adresse des observations sur le projet relatif à la circonscription cantonale, présenté par la commission. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.  
M. JULIEN, 4<sup>e</sup> Rapporteur.
86. 233. Par pétition en date du 18 février 1835,  
Les sociétés charbonnières de S<sup>te</sup>-Placite, S<sup>te</sup>-Thérèse et de Belle-et-Bonne, joint à elles le sieur Dessigny, négociant à St-Ghislain, tous demandeurs en concessions, à l'effet de construire des chemins en fer pour les charbonnages situés au sud-ouest de Mons, se plaignent de ce qu'en ne disposant pas, soit isolément sur chacun de leurs projets, soit sur ces projets réunis, le gouvernement commet, à leur égard, une sorte de déni de justice, et que par suite on les prive du bienfait de la loi du 19 juillet 1822.
87. 253. Par pétition en date du 4 mars 1835,  
Le sieur Alex. Vifquin, concessionnaire du chemin de fer du haut et du bas Flénu, conclut à ce que la Chambre passe à l'ordre du jour sur la précédente pétition.
88. 277. Par trois pétitions sous les dates respectives des 28 février, 1<sup>er</sup> et 7 mars 1835,  
Un grand nombre de propriétaires de terres et rivages situés dans les communes de Jemmappes, Mons, Cuesme et Quaregnon, supplient la Chambre de rejeter toute demande qui lui serait présentée pour construire, dans lesdites communes, d'autres chemins de fer que ceux du sieur Vifquin, et déclarent s'opposer et protester à l'avance contre toute expropriation nouvelle des terres et rivages qu'ils possèdent, et qui pourrait être demandée pour la construction de ces nouveaux chemins.
89. 318. Par pétition en date du 31 mars 1835,  
Le sieur Ducobu, de Boussu, expose qu'il a adressé à M. le ministre de l'intérieur un projet complet de chemin de fer, destiné à transporter aux rivages de Boussu les produits des charbonnages du Buisson-sur-Hornu, etc.; il se plaint de ce que le sieur Dessigny ne se borne pas à vouloir l'évincer de son projet, mais qu'il se permet d'avancer qu'il n'est qu'un prête-nom de la C<sup>e</sup> Vifquin; il supplie la Chambre de ne prendre aucune résolution qui puisse porter atteinte à ses droits acquis.
90. 322. Par pétition en date du 30 mars 1835,  
La régence de la ville de St-Ghislain se plaint des intrigues qu'elle prétend avoir été employées par le sieur Vifquin, pour

rejeter le plan du sieur Dessigny ; elle demande qu'on mette fin aux inquiétudes et aux anxiétés du Borinage, qu'on rende la vie à ses houillères qui sont en état de dépérissement, par la perte de leur débouché sur la Hollande, et surtout par suite de l'entrée en France du charbon anglais.

Elle prie la Chambre de vouloir bien inviter M. le ministre de l'intérieur à ordonner la mise en adjudication du projet Dessigny.

91. Par un mémoire en forme de pétition, en date du 24 mars 1835,

Les mêmes sociétés charbonnières et consors, réfutent le mémoire du sieur Alex. Vifquin, et attendent de la justice de la Chambre qu'elle n'adoptera pas l'ordre du jour demandé par ledit sieur Vifquin.

92. Par un autre mémoire en date du 14 avril 1835,

Ces mêmes sociétés s'attachent à démontrer que la pétition du sieur Ducobu, sous la date du 31 mars, et dont l'analyse est sous le n° 89 du présent feuilleton, est l'œuvre de la C<sup>e</sup> Vifquin, et qu'elle n'a d'autre but que d'obscurcir, par une complication, leurs précédentes réclamations.

Elles relèvent les erreurs dans lesquelles elles prétendent que M. le ministre de l'intérieur est tombé, en prenant au Sénat, le 9 du mois d'avril, la parole sur leur plainte.

93. Par un mémoire en date du 25 avril 1835, adressé directement à la commission,

Le sieur Alex. Vifquin réfute de son côté le mémoire publié par les sociétés charbonnières, sous la date du 24 mars, et se confie entièrement dans la décision que la législature portera sur les pétitions de ses adversaires, persuadé, dit-il, qu'elle respectera les attributions des différens pouvoirs, le droit de propriété, et les droits acquis par une adjudication publique. — Conclusions sur toutes ces réclamations réunies dans un seul rapport. — Renvoi motivé à M. le ministre de l'intérieur, pour y être statué conformément aux lois et réglemens sur la matière.

M. MOREL-DANHEEL, 5<sup>e</sup> Rapporteur.

94. 254. Tongres, mars 1835,

Le sieur H.-L. Vanlangenaeker, docteur en médecine, à Tongres, demande que les médecins chargés de faire un rapport sur une autopsie cadavérique ne soient pas assimilés aux témoins ordinaires pour l'indemnité à recevoir de ce chef. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.

95. 235. Hacht, 15 février 1835,

Les administrations des communes du canton de Hacht réclament contre le projet de partager ce canton entre ceux d'Aerschot et de Louvain.

96. 531. Braine-Lecomte, 12 juin 1834,

La régence et les habitans notables de Braine-Lecomte de-

- | Numéro<br>du<br>tenillon | Numéros.<br>du livre des<br>pétitions. |  |
|--------------------------|--|--|
|                          |  | mandent pour cette commune le siège du chef-lieu de canton actuellement à Soignies.  |
| 97.                      | 423.                                   | St-Gille, 5 août 1833,<br>Les bourgunestres des communes de St-Gille, Nieuwekerken, Kemsche, Stekene, St-Pauwels et Laclinge (Flandre orientale), demandent que le canton de St-Gille soit supprimé.   |
| 98.                      | 484.                                   | Tournai, sans date.<br>Les juges-de-paix de l'arrondissement de Tournai demandent qu'il soit établi autant de classes de juges-de-paix qu'il y a de classes de tribunaux de première instance, et que l'on prenne pour base de leur traitement les trois quarts du traitement d'un juge de tribunal de première instance. — Concl. — Renvoi des quatre pétitions qui précèdent au bureau des renseignements. |
| 99.                      | 274.                                   | Dixmude, 6 mars 1835,<br>Plusieurs cultivateurs et marchands de bétail, de la Flandre occidentale, demandent la suppression du libre transit vers la France, des bestiaux venant de la Hollande, et proposent un nouveau tarif du droit à l'entrée.  |
| 100.                     | 308.                                   | Louvain, 30 janvier 1835,<br>Plusieurs distillateurs, engraisseurs et cultivateurs de Louvain, demandent la prohibition à l'entrée du bétail venant de la Hollande. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions au ministre de l'intérieur.  |
| 101.                     | 279.                                   | St-Gille (Waes),<br>Huit instituteurs du district de St-Nicolas demandent que la Chambre s'occupe le plus promptement possible de l'organisation de l'enseignement primaire. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée du projet de loi sur la matière.  |
| 102.                     | 283.                                   | Verviers, 15 mars 1835,<br>Le conseil de régence de Verviers demande que la Chambre adopte la proposition de MM. Davignon et Lardinois, tendant à augmenter d'une classe le tribunal de cette ville.   |
| 103.                     | 284.                                   | Mesnil, 2 mars 1835,<br>Les administrations communales et les habitans de Mesnil, Freigne, Oignies, etc., du canton de Philippeville, demandent qu'il soit établi un tribunal de première instance à Philippeville.  |
| 104.                     | 309.                                   | Mons, sans date.<br>Le tribunal de Mons demande à être porté à la première classe des tribunaux de première instance, et que son personnel soit augmenté. — Concl. — Votre commission conclut le renvoi des trois pétitions qui précèdent au ministre de la justice.   |
| 105.                     | 286.                                   | Rousbrugge, 16 mars 1835,<br>La dame veuve Maeckelberghe, maître des postes aux chevaux à Rousbrugge (Flandre occidentale), demande une indemnité du chef des pertes annuelles qu'elle éprouve, étant obligée de nourrir deux postillons et huit chevaux sur une route stérile. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.  |

**HYE HOYS, Rapporteur.**

106. 98. Par pétition du 24 décembre 1834,  
Le sieur Hemery, né à Douai (France), et habitant la Belgique depuis 27 ans, demande la naturalisation.
107. 539. Par pétition du 16 juin 1834,  
Le sieur David, Guillaume-Towne-Altimore, officier pensionné, demande la naturalisation. — Concl. — Le renvoi de ces deux pétitions au ministre de la justice.
108. 419. Par pétition du 29 juillet 1833,  
Le sieur Tallois, membre du conseil communal de Ham-sur-Heure réclame contre l'élection du bourgmestre et d'un assesseur, qui a eu lieu dans cette commune. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
109. 33. Par pétition du 9 novembre 1833,  
L'administration communale de Chapelle-à-Wattines, réclame contre l'arrêté du gouverneur du Hainaut, qui annule les dernières élections communales. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
110. 478. Par pétition du 1833,  
Cinq habitans de Deurne, élus par les habitans au conseil communal, le 13 août dernier, se plaignent de ce que leurs élections ont été annulées par le gouverneur, et demandent qu'elles soient maintenues. — Concl. — Ordre du jour.
111. 200. Par pétition du 10 janvier 1834,  
Le sieur A.-J. Glineur, de la commune de Wiheries (Hainaut), réclame pour la deuxième fois l'intervention de la Chambre pour obtenir justice d'une prétendue destitution illégale. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, avec demande d'explications.
112. 290. Par pétition du 22 mars 1835,  
Le vicomte Dutoict de Steuren Ambacht demande une augmentation du subside trimestriel qu'il reçoit à titre de traitement d'attente. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignemens.
113. 70 Par pétition du 9 décembre 1833,  
Plusieurs bateliers se plaignent de l'élévation du droit de patente.
114. 36. Par pétition du 12 novembre 1833,  
Plusieurs bateliers d'Ostende demandent la suppression de la patente des bateliers, et qu'elle soit remplacée par un péage.
115. 562. Par pétition du 20 juin 1834,  
Plusieurs négocians de Charleroi demandent que M. le ministre des finances présente, avant la discussion du budget de 1835, un projet de loi de rectification des patentes, surtout en ce qui concerne les bateliers de la Sambre et du canal de Charleroi à Bruxelles — Concl. — Le dépôt au bureau des renseignemens.

Numéros  
du  
feuilleton

Numéros  
du livre des  
pétitions.

116.

268.

Par pétition du 10 mars 1835,

Le sieur N. J. Verrassel, notaire apostolique, pour lui et ses co-crédentiers, réclame le paiement des rentes créées par la ville de Nivelles et hypothéquées sur les chaussées construites par ladite ville. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

117.

371.

Plusieurs fabricans et marchands de lin de Courtrai demandent que le lin soit prohibé à la sortie. — Concl. — Renvoi aux ministres de l'intérieur et des finances, et à la commission d'industrie.

118.

342.

Par pétition du 9 avril 1835,

Le sieur Eug. Spilliaert, négociant en houblon, à Poperinghe, se plaint d'entraves qu'il éprouve, de la part de la douane, dans son commerce d'exportation de houblons vers la France. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.